

MUTATIONS DU CAPITALISME ET INSTITUTIONNALISATION DE LA CORRUPTION DANS LA RUSSIE CONTEMPORAINE

Svetlana Barsukova

De Boeck Supérieur | *Revue internationale de politique comparée*

2013/3 - Vol. 20
pages 41 63

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2013-3-page-41.htm>

Pour citer cet article :

Barsukova Svetlana, Mutations du capitalisme et institutionnalisation de la corruption dans la Russie
contemporaine,
Revue internationale de politique comparée, 2013/3 Vol. 20, p. 41-63. DOI : 10.3917/ripc.203.0041

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

MUTATIONS DU CAPITALISME ET INSTITUTIONNALISATION DE LA CORRUPTION DANS LA RUSSIE CONTEMPORAINE

Svetlana BARSUKOVA

Au cours des décennies écoulées, le discours des élites russes sur l'impératif de lutter contre la corruption s'est amplifié, une situation qui fait figure de paradoxe puisque le phénomène n'a cessé de se développer. Le paradoxe n'est en réalité qu'apparent, comme le soulignent les pages qui suivent et s'attachent, à travers une étude de l'évolution des formes de la corruption, à rendre compte des mutations du capitalisme.

L'objet premier de cet article est de montrer que la corruption en Russie postcommuniste a évolué dans le temps et que cette évolution est étroitement liée au changement global de l'appareil politico-économique du pays. Ainsi que nous le démontrons dans les pages qui suivent, les changements majeurs intervenus quant à la nature de la corruption russe sont intimement liés aux transformations du modèle de capitalisme. Le capitalisme oligarchique a basculé vers un capitalisme de type étatique et corporatiste dans lequel le monde des affaires est dominé par l'État. Cela conduit non seulement à une modification de l'ampleur de la corruption, mais aussi au changement de la nature même des rapports entre acteurs corrompus.

De fait, la formation d'un capitalisme de type étatique et corporatiste a conduit à un accroissement de la corruption, car les fonctionnaires ont davantage d'emprise sur le monde des affaires. Néanmoins, la volonté d'améliorer son image auprès de la communauté internationale, tout comme auprès de son peuple, a poussé l'élite au pouvoir à intensifier le discours de lutte contre la corruption. Par ailleurs, la lutte entre les différents groupes d'influence s'est intensifiée également, car, dans la Russie contemporaine, le capital administratif demeure un facteur essentiel du succès économique. Les campagnes de lutte contre la corruption sont devenues de véritables

armes, aussi légitimes qu'efficaces, contre des concurrents accusés d'être mêlés à une affaire corruption.

Les analyses qui suivent reposent des entretiens semi-directifs réalisés auprès d'entrepreneurs dans le cadre de plusieurs projets de recherche menés entre 2001 et 2010 avec le soutien de la Fondation Scientifique Russe de la Haute École en Économie, de la Fondation Russe des Sciences Humaines (RGNF), de la Fondation Russe des Recherches Fondamentales (RFFI), ainsi qu'à la demande d'associations d'entrepreneurs. Divers aspects des interactions entre le monde des affaires et le pouvoir (les douanes, l'arbitrage, les contrefaçons, le financement des élections)¹ ont ainsi été explorés. Au-delà de la diversité des thématiques traitées, les données collectées ont toujours accordé une importance clé à la question de la corruption, tant dans ses dimensions qualitatives que quantitatives. Cet article se propose donc d'opérer une relecture de ces travaux dans une perspective transversale, complétée par des données statistiques et des informations publiées par les médias. Nous analysons dans une première partie les facteurs de l'enracinement de la corruption en Russie, avant de montrer, dans une seconde partie, que les transformations qui affectent, qualitativement et quantitativement, la corruption en Russie s'inscrivent dans un contexte de transition d'un capitalisme de type oligarchique vers un modèle étatique et corporatiste. Enfin, dans un troisième temps, nous livrons une analyse comparative de ces différentes formes de corruption. Dans ce texte nous montrons que le caractère de la corruption est étroitement lié aux pratiques du pouvoir. Étudier les pratiques de corruption dans leur contexte historique et culturel implique une analyse par le bas, à partir des comportements des acteurs, mais également du sens qu'ils donnent à leurs pratiques et des registres de légitimation qu'ils mobilisent. Cette démarche est le résultat d'une analyse textuelle réalisée sur les entretiens.

L'enracinement de la corruption en Russie

La corruption peut être entendue au sens large comme l'utilisation d'un statut professionnel à des fins personnelles. Les économistes définissent la corruption comme un phénomène qui résulte du comportement rationnel

1. Les projets mentionnés sont les suivants : « Les coûts de la légalisation et le développement du marché des biens de consommation » (2001) ; « L'étendue des importations illégales et de la production contrefaite sur le marché russe » (2003) ; « L'économie de l'ombre et la politique de l'ombre : mécanismes d'interpénétration » (2004) ; « L'influence du business en politique » (2006) ; « Changement des dimensions et des formes de lutte contre la contrefaçon sur le marché russe » (2007) ; « Les institutions formelles et informelles pour la défense du complexe agricole national » (2008) ; « Le système judiciaire en Russie : unité des dispositifs formel et informel » (2008-2010).

d'acteurs égoïstes dont le calcul est réalisé sous contrainte budgétaire dans des conditions de ressources limitées². Il y a un consensus sur les conséquences négatives de la corruption sur la croissance économique³. Les définitions de la corruption sont nombreuses, mais elles comportent toutes deux points communs : la réorientation de ressources, objectifs ou biens de nature publique vers une sphère privée. Elle est également une déviance par rapport à la norme de différenciation progressive entre les sphères publique et privée, telles que Max Weber les a décrites dans la transition des structures de pouvoir du type matrimonial vers le système légal-rationnel.

En Russie toutefois, ces deux conditions ne sont pas remplies : la frontière entre les sphères publique et privée est poreuse, il n'y a pas de tradition de « suprématie de la loi », et recourir à des pratiques de corruption est devenu une norme sociale dans la vie de tous les citoyens. Nombreux sont ceux qui considèrent que la corruption n'est pas une déviance par rapport à une norme, mais que c'est une norme en soi : seuls 13 % des citoyens russes expriment un rejet total de la corruption, alors que 53,2 % d'entre eux sont prêts à donner un pot-de-vin à un représentant de l'autorité⁴.

La représentation du pouvoir comme l'un des moyens les plus sûrs de s'enrichir personnellement est un héritage historique de la période soviétique. C'est pourquoi certains auteurs considèrent que la notion même de « corruption » est inapplicable aux pays postcommunistes⁵. Pourtant ce terme ne semble pas disparaître du débat public en Russie : au contraire, dans les discussions politiques, dans les médias, dans les conversations privées, le thème de la corruption est largement débattu. Dans ces débats, la « corruption » apparaît comme une notion-parapluie qui recouvre des pratiques et des schémas divers d'utilisation d'une position publique à des fins privées, tels que par exemple le favoritisme, l'abus de fonds publics, ou encore la collusion d'intérêts publics et d'affaires.

L'enracinement culturel de la corruption en Russie est lié à un certain nombre de facteurs. Premièrement, la pratique du don est largement

2. SHLEIFER A., VISHNY R., « Corruption », in *Quarterly Journal of Economics*, vol. CVIII, n° 3, 1993, p. 599-617 ; ROSE-ACKERMAN S., *Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

3. MAURO P., « Corruption and Growth », in *Quarterly Journal of Economics*, vol. 110, 1995, p. 681-712 ; COPPIER R., MICHETTI E., « Corruption vs. Production. A Non-Linear Relationship », in *Economic Modelling*, n° 23, 2006, p. 622-637.

4. Données basées sur une enquête menée en 2005, échantillon représentatif de la Russie, N = 3100. SARATOV G., « Ustanovka respondentov i korruptsia » (Sélection des interlocuteurs et corruption), in *Obščestvennye nauki i sovremennost*, n° 5, 2008, p. 48-58.

5. VARESE F., « Pervasive Corruption », in LEDENEVA A., KURKCHIYAN M., *Economic Crime in Russia*, London, Kluwer Law International, 2000, p. 99-111 ; LEDENEVA A., *Russia's Economy of Favours: Blat, Networking and Informal Exchange*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

répandue en Russie. La frontière entre le don et le pot-de-vin est assez floue. Il est considéré comme normal d'offrir des cadeaux aux médecins, aux professeurs ou instituteurs d'école maternelle : dans de nombreux cas il s'agit de dons en argent⁶. Les administrations des établissements éducatifs et médicaux sont tolérantes à l'égard de ces pratiques qu'elles considèrent comme une compensation de la faiblesse des salaires perçus par leurs employés. De la même façon, durant la période soviétique, l'administration cautionnait le vol de la part de ses employés, considérant ces actes comme source de revenu supplémentaire.

Un second facteur réside dans l'obligation conventionnelle qui implique en Russie d'aider ses proches et amis. Le fonctionnaire est alors pris dans un étau entre, d'un côté, les exigences formelles « d'impartialité » et les normes informelles d'aide envers ses proches et amis. La société condamne les fonctionnaires corrompus, mais la pression sociale est forte sur ceux qui n'accordent pas d'avantages préférentiels à un proche ou à un ami, ils sont alors stigmatisés comme étant « exagérément attachés aux principes ». Dans les sociétés universelles marquées par une séparation stricte entre les sphères privée et publique et par le primat de la loi, la règle est la suivante : « on ne peut pas faire confiance à un homme parce qu'il donnera toujours la préférence à ses amis ». Dans les sociétés particularistes au contraire, caractérisées par une frontière poreuse entre le privé et le public et où les relations priment sur la loi, la logique est opposée : « on ne peut pas faire confiance à quelqu'un qui n'aide pas un ami »⁷.

Troisièmement, alors que dans les échelons supérieurs, les citoyens russes condamnent la corruption, celle-ci est tolérée lorsqu'il s'agit d'abus commis par des fonctionnaires de niveaux hiérarchiques intermédiaires et peu élevés. La corruption des échelons inférieurs est perçue comme procurant une marge de manœuvre pour la résolution rapide et peu coûteuse des petits problèmes quotidiens. L'alternative qui consiste à régler ce genre de questions par le biais de la voie légale paraît complexe et dispendieuse. De nombreux citoyens russes considèrent que l'abolition de la corruption leur compliquerait la vie en créant une multitude de nouveaux problèmes. Enfin, depuis l'époque de l'URSS, les gens sont habitués à ce que la vie politique du pays soit pleine de duplicité et échappe au contrôle social. La corruption post-soviétique reste un phénomène banal, et ce, en dépit de l'avènement du multipartisme.

6. SARATOV G., « Teplo duševnyh otnošenij, koe čto o korrupcii » (La chaleur des relations amicales, quelques réflexions sur la corruption), in *Obščestvennye nauki i sovremennost*, n° 6, 2002, p. 16-17.

7. TROMPENAARS F., HAMPDEN-TURNER C., *Riding the Waves of Culture: Understanding Diversity in Global Business*. 2^d ed., New York, McGraw-Hill, 1998.

L'enracinement de la corruption se traduit de deux façons principales⁸. Les définitions juridique et morale d'un acte condamnable ne sont pas toujours superposables. Les citoyens peuvent être amenés à blâmer des actes non juridiquement condamnables et inversement ils peuvent disculper certains faits qui, aux yeux de la loi relèvent de la corruption : « À la maternité, une sage-femme est venue me voir directement dans ma chambre, et elle m'a expliqué que traditionnellement un père devait donner 300 roubles pour la naissance d'une fille et 500 pour celle d'un garçon. Elle a dit que ce n'était pas obligatoire pour les familles qui n'avaient pas d'argent, mais que quand même tout le monde le faisait. J'ai tout de suite téléphoné à mon mari pour qu'il mette l'argent dans une belle enveloppe. Ça ne l'a pas choqué et moi non plus. Évidemment, d'un point de vue juridique, c'est de la corruption, mais d'un point de vue moral, c'est juste. Elles ont un petit salaire, il faut bien qu'elles vivent elles aussi ». Entretien avec une juriste, 28 ans.

Un dessous-de-table n'est pas seulement un mode d'enrichissement personnel, c'est aussi un élément de l'éthique corporatiste. Les fonctionnaires acceptent des enveloppes non seulement par cupidité, mais aussi par volonté de se montrer loyaux vis-à-vis des normes corporatistes et par peur de devenir des « purs et durs » parmi leurs collègues. Le refus d'accepter un pot-de-vin est susceptible d'être vu comme une infraction à la culture corporatiste dominante.

« On a beau dire, ceux qui veulent aller dans la police sont des idéalistes qui veulent réellement aider les gens. Quand j'ai commencé ma carrière, je pensais : la corruption ne passera pas par moi. Mais après il te reste deux options : soit le système t'éjecte, soit il t'absorbe. Tu commences à te convaincre qu'il faut jouer selon les règles communes, que tu vas prendre pas beaucoup et que tu vas partager avec tes chefs. Tout ça, ça sert à rester dans le système, et garder la possibilité d'aider les gens. Parce que si tu te fais éjecter pour une raison ou une autre, là tu n'arrêtes plus aucun criminel ». Entretien avec un collaborateur de la police, 37 ans.

La réforme entamée sous M. Gorbatchev visait à la modernisation du socialisme par le biais de mesures limitées de libéralisation économique. Le slogan de cette réforme à la fin des années 1980 était « un socialisme à visage humain » (*socializm s čelovečeskim licom*). Mais cette approche s'est avérée inefficace. Dans les années 1990, c'est sous l'égide de Boris Eltsine que les réformes d'introduction du marché ont été menées : le mécanisme central en était la privatisation.

8. BARSUKOVA S., RADAEV V., « Informal Economy in Russia: A Brief Overview », in *The European Electronic Newsletter « Economic Sociology »*, vol. 13, n° 2, 2012, p. 4-12 (URL : http://econsoc.mpifg.de/archive/econ_soc_13-2.pdf).

Ces changements ont fait naître beaucoup d'espoirs, notamment celui d'une baisse de la corruption puisque les deux moteurs essentiels de la corruption soviétique étaient supprimés. La première des causes était la pénurie de biens et services, les pots-de-vin servant alors de mode de paiement pour garantir l'accès à ces produits. La corruption se limitait alors au « piston » (*blat*) qui constituait un système alternatif d'accès aux biens pénuriques, via un réseau de contacts informels⁹. La seconde cause était l'interdiction de l'activité entrepreneuriale. Les pots-de-vin étaient alors un moyen pour les entrepreneurs clandestins d'éviter la répression. La réforme a donné la liberté d'entreprendre et les capitaux clandestins ont été légalisés. Mais la corruption n'a pas pour autant été éradiquée, au contraire, elle s'est amplifiée et diversifiée.

Dans la Russie post-soviétique, on peut, en effet, distinguer plusieurs types de corruption : les échanges économiques informels dans les relations entre le pouvoir et le monde des affaires (la corruption d'affaires) ; les dons de la population à destination des secteurs de l'éducation, de la santé, de la sécurité publique ou ceux effectués pour influencer des procédures judiciaires (la corruption de tous les jours) ; les rétrocommissions négociées suite à la conclusion de contrats interentreprises (*Otkat*) ; le lobbying des intérêts économiques à travers le financement illégal des partis et du personnel politiques (la corruption politique)¹⁰.

Au niveau quantitatif, les estimations de la corruption peuvent choquer. Selon les données de l'Organisation Non Gouvernementale *Transparency International*, l'index de perception de la corruption (*Corruption Perceptions Index – CPI*) en Russie était de 2,4 en 1999. En 2010, la situation n'a fait que s'aggraver et l'indice a atteint 2,1. La Russie avoisinait alors les niveaux de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Tadjikistan¹¹. Cette évaluation n'est en rien contradictoire avec l'indulgence dont les citoyens russes font preuve à l'égard de la corruption de tous les jours. En revanche, l'attitude à l'égard de la corruption d'affaires est beaucoup plus négative. Il y a un fossé entre le diagnostic sur la corruption telle qu'il est établi par les organisations internationales, armées d'une définition normative et universelle du phénomène, et l'appréhension de ces pratiques par les parties prenantes.

9. LEDENEVA A., *op. cit.*, 1998.

10. MIRONOV M., ZHURAVSKAYA E., « Corruption in Procurement and Shadow Campaign Financing: Evidence from Russia », October 2011. *Working Paper Series*, consulté le 8 mai 2013 : http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1946806 ; BARSUKOVA S., ZVYAGINTSEV V., « Mechanism of «Political Investment», or How and Why Business Participates in Elections and Funds Party Life », in *Social Sciences. A Quarterly Journal of the Russian Academy of Sciences*, vol. 37, n° 4, 2006, p. 76-88 ; GELMAN V., *the Iceberg of Political Finance. The Contemporary Russian Politics: A Reader*, ed. Archie Brown. Oxford, Oxford University Press, 2002.

11. <http://www.transparency.org>

En 2001, les sommes générées par la corruption étaient estimées à 37 milliards de dollars U.S. (dont à peu près 34 milliards pour la corruption d'affaires et 3 milliards pour la corruption de tous les jours)¹². Ces montants représentaient environ la moitié des recettes du budget annuel de la Fédération de Russie. En 2005, une enquête a montré que la somme des dessous-de-table correspondant à la corruption de tous les jours n'a pas baissé. En revanche, le volume global de la corruption d'affaires a été multiplié par 9 (et par 7 si l'on défalque l'inflation), atteignant ainsi un montant total de 316 milliards de dollars U.S., sachant que 80 % des entreprises payent régulièrement des dessous-de-table¹³. Ce montant représente désormais plus de deux fois et demie les recettes de l'État.

Ces estimations quantitatives doivent toutefois être considérées avec prudence. Dans ce genre d'enquête, il n'est pas seulement question de corruption, mais également du mécontentement général que la population exprime à l'égard de l'élite au pouvoir. La corruption est un « cadre discursif » favorisant l'expression de la défiance populaire vis-à-vis du pouvoir. Pourquoi est-ce tout particulièrement le cas à propos de la corruption ? Parce que le pays entier a adopté ce jeu de langage. Les médias sont saturés de reportages visant à dévoiler les scandales de corruption ; l'inefficacité des administrations y est expliquée par la corruption des fonctionnaires. En disant que le pouvoir est corrompu, les sondés expriment leur mécontentement envers le pouvoir, ainsi que le désenchantement à l'égard des réformes. Ils utilisent le langage qu'on leur a servi.

Bien que partagés concernant les chiffres exacts des estimations, les analystes sont cependant unanimes quant à l'augmentation de la corruption en Russie. Ce faisant, la corruption de tous les jours qui concerne les services rendus à la population reste stable. On peut même constater entre 2005 et 2010, une légère réduction de la part des dessous-de-table quotidiens, et ce, sans doute, à cause des risques accrus que cette pratique avait engendrés durant la campagne anticorruption. Les variantes de cette corruption de tous les jours ont des dynamiques diverses : l'augmentation de la corruption s'observe au niveau des établissements scolaires et de l'inspection routière, alors que celle qui concerne le contournement de l'obligation militaire est, au contraire, en baisse. Dans l'ensemble, l'éducation et le contrôle routier sont les secteurs dominants de la corruption de tous les jours. Les administrations de la sécurité sociale et de l'aide sociale sont moins pénétrées par la corruption¹⁴.

12. Voir <http://www.anti-corr.ru/awbreport/index.htm>.

13. Voir : http://anti-corr.ru/indem/2005diagnost/2005diag_press.doc

14. RIMSKII V., « Corruption in Interactions between Russian Citizens and Representatives of State Agencies », in *Russian Politics and Law*, vol. 47, n° 4, 2009, p. 73-86.

Alors que la corruption de tous les jours connaît une relative diminution, celle des affaires croît considérablement en revanche. La population est plus épargnée par ces rapports de corruption que ne le sont les milieux d'affaires.

Le renforcement de la lutte contre la corruption : un signe de crise du pouvoir

L'extension de la lutte contre la corruption est généralement considérée comme un signe d'assainissement du système. Or, dans notre cas, on observe le contraire : l'accent mis sur la lutte contre la corruption en Russie ces dernières années est signe d'une crise du pouvoir. L'incapacité de l'État à opérer sa propre réforme en vue de répondre de façon adéquate aux défis de la réalité économique et sociale suscite un mécontentement croissant de la population¹⁵.

D'une part, les élites dirigeantes commencent à percevoir le caractère purement formel de « la verticale du pouvoir »¹⁶. De fait, la corruption rend impossible la mise en place de politiques macroéconomiques étatiques, car les maillons corrompus du système dévoient l'information et subordonnent les objectifs collectifs fixés à des fins personnelles. D'autre part, en vue de maintenir la confiance de la population, le pouvoir a besoin de projeter sa détermination dans la lutte contre la corruption à l'aide de démonstrations médiatiques énergiques. Les départements les plus mal vus font l'objet de dénonciations (par exemple celui de la police). Le scandale autour de l'affaire concernant le détournement de fonds par l'entreprise Oboronservis¹⁷, supervisée exclusivement par le ministère de la Défense, est tout à fait exemplaire. À l'automne 2012, un énorme scandale de corruption éclate. Les collaborateurs d'Oboronservis, en lien avec les agents du ministère, avaient créé un réseau frauduleux de commercialisation d'actifs immobiliers appartenant au ministère. Les biens les plus liquides et les plus prestigieux étaient sélectionnés, restaurés aux frais du ministère et revendus à vil prix à des sociétés commerciales affiliées à Oboronservis. Selon des données datant de juillet 2013, le préjudice se monte à près de 6 milliards d'euros.

15. Selon les termes de Lénine, le pouvoir est en crise quand « les élites ne peuvent pas » et « le peuple ne veut pas » continuer à vivre comme avant.

16. La « verticale du pouvoir » désigne une politique de centralisation du pouvoir initiée par Vladimir Poutine à partir du début des années 2000. Elle vise à restaurer l'autorité du centre sur les régions, mise en brèche dans les années 1990 et passe par des mesures variées telles que le renforcement du rôle de la Fédération sur les régions par exemple.

17. La société Oboronservis est créée en 2008, en lien avec les activités du Ministère de la Défense. La totalité de son capital est contrôlée par le Ministère de la Défense de la Fédération de Russie (<http://www.itar-tass.com/c21/853393.html> ; <http://top.rbc.ru/story/623875.shtml>).

L'ampleur des revenus perçus par les participants à ce schéma peut être évaluée à l'aune de certains détails – l'un des participants s'apprêtait ainsi à inviter Jennifer Lopez à chanter à l'occasion de son anniversaire. L'affaire s'est soldée par la démission du ministre de la Défense A. Serdioukov.

Le mépris vis-à-vis des représentants de l'autorité en général est assez répandu parmi les citoyens russes, mais ne s'applique pas à Poutine, considéré lui comme « le Père de la Nation »¹⁸, plutôt que comme un bureaucrate. Parmi les fonctionnaires haut placés, A. Serdioukov était le ministre le plus impopulaire du gouvernement. C'est à lui que l'on imputait la « faillite de l'armée ». Les dénonciations des affaires de corruption au sein du ministère de la Défense ont fait passer au second plan le débat sur l'échec de la réforme de l'armée.

Le nombre d'affaires de corruption divulguées est significatif de l'intensification de la concurrence pour les ressources de l'État et pour les positions de pouvoir. L'accès à ces ressources est désormais considéré comme un facteur essentiel de la réussite économique et comme un élément clé du système. Les accusations de corruption sont devenues une des méthodes les plus répandues de lutte contre les concurrents.

L'augmentation du nombre de scandales de corruption dans la Russie contemporaine rappelle les dernières années du système soviétique. La *Glasnost* avait alors rendu publics de nombreux circuits de corruption, y compris ceux impliquant les plus hauts responsables politiques. L'équipe de M. Gorbatchev considérait ces divulgations comme un témoignage de la capacité du système soviétique à l'autopurification, ce qui aurait pu légitimer son image auprès de la population. Mais l'effet obtenu fut contraire aux attentes. En provoquant une profonde désillusion à l'égard du régime soviétique, ces révélations ont participé à la chute de l'URSS.

La Russie d'aujourd'hui, une fois de plus, s'engage dans la « bataille contre la corruption ». Or entre ces deux périodes historiques, il existe une différence de taille. Au moment de l'éclatement de l'URSS, les scandales de corruption avaient compromis l'ordre soviétique et préparé le terrain à

18. De nombreuses références qualifient Poutine de Père de la Nation. Cette désignation est utilisée avant tout par la presse d'opposition. Deux significations peuvent lui être attribuées : dans la période soviétique, le Père de la Nation était Staline ; dès lors l'attribution de ce surnom à Poutine souligne le caractère autoritaire de son pouvoir. Par ailleurs, c'est aussi une désignation humoristique qui implique que le président s'imisce dans les affaires les plus infimes. Par exemple, lors d'une conférence de presse donnée en direct, une petite fille de l'Extrême-Orient a demandé au Président la construction d'une aire de jeux pour enfants. La conférence de presse n'était pas encore terminée que les autorités locales avaient déjà ordonné sa construction. À cette annonce, les participants à cette émission se sont mis à applaudir en direct. (<http://www.kommersant.ru/doc/2179320>). Le divorce de Poutine aurait égratigné son image de Père de la Nation. (<http://newsland.com/news/detail/id/1191547/>).

l'économie de marché. De nos jours, les affaires de corruption divulguées révèlent la défaillance du contrôle étatique et légitime, par conséquent, l'élargissement des compétences du ministère public et des forces de l'ordre, ainsi que le renforcement de la répression. Le pouvoir, de nature monocentrique, se sert de la campagne contre la corruption pour sortir de la crise politique.

La peur des élites d'être impliquées dans une affaire de corruption augmente le poids de la dépendance et de la loyauté personnelles des élites vis-à-vis du pouvoir, et ce faisant, abaisse le poids de la compétence professionnelle dans les critères de sélection des agents de l'État. Les institutions politiques et les structures administratives plongent alors dans une culture néopatrimoniale, comparable à celle de certains pays en voie de développement d'Afrique ou d'Amérique latine¹⁹.

Pourtant, il serait injuste d'avancer que la lutte contre la corruption est factice. Elle poursuit des objectifs parallèles et secondaires, tels que l'anéantissement des concurrents politiques et économiques, la rotation des équipes de fonctionnaires, l'amélioration de l'image du pays auprès de la communauté internationale, ainsi que le maintien de la confiance de la population à l'égard du personnel dirigeant. Ces campagnes anticorruption ne changent pas la réalité des relations entre le pouvoir et les affaires, mais elles sont de nature à améliorer la position du pays dans les classements internationaux.

D'un modèle oligarchique du marché à un type étatique et corporatiste

Alors que les diverses campagnes de lutte contre la corruption se multiplient, la corruption des milieux d'affaires croît considérablement et son caractère évolue. Quelle en est la principale cause ? L'argument majeur produit ici est que la croissance de la corruption est liée au changement du modèle de marché en Russie.

Il n'existe pas d'alternative unique et parfaite à l'économie planifiée. Le marché n'a pas d'étalon à l'image de la barre de platine-iridium que l'on peut observer dans la vitrine du pavillon de Breteuil à Paris. Il existe un continuum de marchés qui prennent la forme d'arrangements

19. AFANAS'EV M., « The Quality of the State – Russia's Chief Problem », in *Russian Politics and Law*, vol. 47, n° 4, 2009, p. 58-72 ; BACH D., GAZIBO M. (eds), *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*, London, Routledge, 2012.

institutionnels multiples entre le pouvoir et l'économie²⁰. Cette perspective permet de recourir à trois formes de marchés : concurrentiel, oligarchique et étatique-corporatiste. Dans chacune de ces trois formes, l'État exerce ses compétences classiques (maintien de l'ordre, défense du territoire, droit monopolistique de lever l'impôt), mais sa relation avec le monde économique se construit sur des bases différentes.

Au début des années 1990, les réformateurs ont annoncé l'avènement d'un capitalisme concurrentiel. Dans ce système, l'État est chargé de construire et d'améliorer les institutions universelles qui stimulent la concurrence. Le rôle des fonctionnaires dans les processus de prise de décision et de répartition des ressources est minimisé, sauf en ce qui concerne la sphère des transferts sociaux. Il est difficile d'évaluer la sincérité des premiers réformateurs, tels que Egor Gaïdar et leur foi dans la réalisation de ce modèle théorique sur le sol russe. En réalité, il en a été tout autrement, au lieu d'un capitalisme concurrentiel, c'est un capitalisme oligarchique qui s'est constitué. Le résultat est que si ce type de capitalisme existe dans le discours électoral des néolibéraux, en pratique il reste méconnu des citoyens russes.

Le capitalisme oligarchique signifiait deux choses : en premier lieu, la domination des grandes entreprises, parfois des monopoles, auxquels l'État donnait « carte blanche » pour développer leurs activités en échange de leur soutien politique. Il impliquait aussi que le gouvernement soit le détenteur de l'autorité, alors que l'État avait en réalité été privatisé par les grands acteurs économiques. À cet égard, le plan de privatisations « hypothèques contre prêt » adopté à la veille de la réélection de Boris Eltsine en 1996 est tout à fait exemplaire. Rappelons le principe qui avait prévalu : les plus grandes banques du pays avaient accordé un prêt à l'État contre l'hypothèque des plus grandes entreprises dont il était le propriétaire. Les deux parties étaient pleinement conscientes de ce que le prêt ne serait pas remboursé par l'État. L'accord était informel : si B. Eltsine gagnait les élections présidentielles, les entreprises étatiques deviendraient la propriété des banquiers, conformément au contrat d'hypothèque. Si, cependant, le candidat communiste devait remporter les élections, alors les entreprises étatiques resteraient la propriété de l'État et le crédit ne serait pas remboursé non plus. Dans ce cas, les banquiers perdraient tout. En réalité, ce crédit hypothécaire était un moyen de distribuer des mandats oligarchiques aux hommes d'affaires prêts à soutenir B. Eltsine. Un soutien politique avait ainsi été acheté au monde économique. Mais après lui avoir accordé son soutien, le monde des affaires est devenu l'État lui-même.

20. BLOCK F., « The Role of the State in the Economy », in SMELSER N., SWEDBERG R. (eds), *The Handbook of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 691-710.

Le capitalisme étatique-corporatiste suppose une autre logique : l'influence de l'État augmente dans les décisions qui impliquent les agents économiques. L'État se concentre non plus sur la création de structures institutionnelles universelles visant à soutenir la concurrence, mais plutôt sur la création de normes (formelles et informelles) susceptibles de soumettre le monde des affaires à la volonté de l'État. La croissance économique est alors basée sur un nombre restreint de domaines qualifiés de « stratégiques », où le patronage étatique et l'ingérence de la hiérarchie administrative sur les affaires (*komandnyh vysot*) prennent le dessus sur la liberté d'entreprendre. Les grandes entreprises deviennent dépendantes des décisions du pouvoir étatique élaborées sur la base d'« intérêts nationaux » identifiés et affranchis de la rationalité économique.

Le système de type oligarchique s'est progressivement transformé en capitalisme étatique au cours des années 2000. Ce changement qui a produit l'accroissement de la corruption et la modification de sa nature s'est appuyé sur des moyens formels, autant qu'informels. La restructuration de dettes d'entreprises et leur conversion en paquets d'actions cédés à l'État, le transfert d'actions à l'État contre investissements ou encore l'acquisition d'actions directement par l'État sont autant de leviers formels.

Parallèlement, l'État a développé des moyens d'influence informels sur les décisions des acteurs privés, comme par exemple la fourniture de biens et services à des tarifs réduits assurée par les monopoles d'État à destination des entreprises « sous patronage ». La justice aussi devient sélective en privilégiant « l'esprit de la loi » (*duh zakona*) sur « la lettre » (*bukva zakona*) et l'interprétation de la loi selon le critère de « l'intérêt national » augmente la dépendance du monde économique à l'égard du pouvoir étatique. Enfin, les commandes étatiques sont réservées à un cercle étroit, à l'entre-soi (*svoi*) et ce, tout en respectant les normes formelles de la libre concurrence.

Dans ces conditions, l'indépendance du secteur privé à l'égard de l'État devient quelque peu fictive. L'adhésion des autorités fédérales et régionales à l'idéologie de l'État fort dans la tradition nationale-conservatrice et non pas libérale, subordonne les attentes et choix du monde des affaires à deux options, celle d'émigrer ou de se soumettre.

Toutefois, le plus paradoxal à l'heure actuelle est que ces deux processus contradictoires ont lieu simultanément. D'une part, l'influence formelle et informelle de l'État sur le développement des grands secteurs de l'économie croît considérablement. D'autre part, une partie du secteur public est en train d'être transférée, de façon peu transparente et à prix bradés, aux mains d'acteurs privés privilégiés, dotés d'un accès au pouvoir.

Centralisation de la corruption en Russie et modification du capitalisme : les décennies 1990 et 2000 comparées

Les causes et mécanismes de la corruption de la Russie des années 1990 et celles des années 2000 sont différenciables.

Les détournements des années 1990 étaient certes massifs, mais décentralisés. L'entrepreneur devait verser des subsides dans la poche d'une multitude de petits chefs : des inspecteurs de l'Inspection sanitaire, du service des pompiers ou encore des impôts. La corruption décentralisée est très symptomatique des États faibles, elle intervient quand les entrepreneurs ont affaire à des agents de l'État relativement autonomes. Sous le régime de V. Poutine, la corruption a pris un caractère plus centralisé. L'accès aux échelons clefs de la pyramide de la corruption court-circuite les petites extorsions venant des fonctionnaires situés aux échelons inférieurs. Lorsque la corruption s'installe au bas de l'échelle hiérarchique, l'entrepreneur garde une marge de manœuvre relative : si le problème n'est pas « résolu » avec un fonctionnaire, il lui est toujours possible de s'arranger avec un autre. Un tel marché des services de corruption diminue les montants des dessous-de-table engagés. Lorsqu'il s'agit de corruption centralisée au contraire, les décisions qui concernent le milieu des affaires sont prises au plus haut niveau et par un nombre de personnes très restreint. Plus le rang du responsable en question est élevé, moins il devient évident de lui trouver une alternative. La centralisation de la corruption a abouti à une concurrence accrue pour obtenir les faveurs des responsables haut placés, à différents niveaux, qu'ils soient fédéraux, régionaux ou plus locaux. L'accès à ces personnes est restreint, ce qui veut dire que les dessous-de-table sont certes plus rares, mais aussi que leur montant augmente considérablement. De fait, la collusion se fait entre le responsable d'un service administratif et des dirigeants d'entreprises qui se voient créer artificiellement des conditions préférentielles grâce à la position d'un agent public et ce, en échange d'un partage des revenus que cette distorsion de concurrence va permettre d'engendrer. La centralisation de la corruption s'effectue sur fond de politique de « rétablissement de l'ordre » dans le pays. La campagne de lutte contre la corruption a commencé dans les services de l'État. Les agents les plus crédibles dans la dénonciation de ces pratiques sont ceux situés au bas de la hiérarchie. Pour assurer leurs arrières, ils sont contraints d'associer leur part à celle de leurs supérieurs, ce qui de ce fait élève le niveau de prise de décision et participe au gonflement des enveloppes de la corruption. De plus la législation limite désormais le nombre de contrôles auquel les autorités peuvent soumettre les entreprises privées, la supervision relève désormais des seuls responsables des services et plus des fonctionnaires subalternes.

Toutefois, la centralisation de la corruption concerne davantage le monde des grandes et des moyennes entreprises. Le secteur des petites entreprises, incapable de corrompre les hauts fonctionnaires, reste dépendant des rançons versées à la multitude de représentants étatiques situés au bas de l'échelle²¹.

La lutte contre la corruption centralisée s'effectue alors de façon purement formelle, en affectant seulement quelques échelons situés au bas de la pyramide de la corruption. Mais elle peut aussi se traduire par des luttes entre plusieurs réseaux : les « jeunes corrompus » contre les « vieux corrompus », les douaniers contre le parquet, etc. Dans sa transition d'un système de pouvoir particulariste à un système universaliste, la Russie s'est arrêtée à la phase de « particularisme concurrentiel », où sont en concurrence divers groupes de bureaucrates, liés à différents groupes d'affaires²². Les campagnes de corruption sont les instruments de cette lutte.

La seconde caractéristique qui marque l'évolution de la corruption est son institutionnalisation : en d'autres termes elle devient une institution informelle en faveur de la défense des droits de propriété. Les relations de corruption entre le monde des affaires et le pouvoir sont devenues un élément inhérent au développement de l'entrepreneuriat. Le temps des dessous-de-table ponctuels est révolu. Ces transactions instantanées ont été remplacées par un système opaque de coopération entre les sphères du pouvoir et le monde des affaires et des alliances nébuleuses entre les ressources administratives et le capital financier se sont consolidées²³. Les fonctionnaires ne se livrent plus à de l'extorsion : ils travaillent « en partenariat » avec le monde des affaires, et se ménagent ainsi des perspectives de développement ultérieur. Par rapport à une corruption de masse, la corruption institutionnalisée est bien plus commode du point de vue entrepreneurial, c'est pourquoi le monde des affaires, bien que payant toujours plus, est de moins en moins enclin à la contestation : la stabilité du système compense son inefficacité. C'est le piège institutionnel classique, celui d'un système qui bien qu'inefficace, reste stable :

21. OLIMPIEVA I., « Background Corruption in Small and Medium-Size Business. A 'Weapon of the Weak ?' », in *Russian Politics and Law*, vol. 47, n° 4, 2009, p. 28-42.

22. LEDENEVA A., « A Critique of the Global Corruption Paradigm », in KUBRIK J., LINCH A. (ed.), *Post-communist from within: Social Justice, Mobilization and Hegemony*, New York, SSRN/NYU University Press, 2013, p. 310.

23. RADAEV V., « Corruption and Administrative Barriers for Russian Business », in KOTKIN S., SAJÓ A. (eds), *Political Corruption in Transition. A Sceptic's Handbook*. Budapest, New York, Central European University Press, 2002, p. 287-311 ; PANEËH E., *Pravila ugry dliã russkogo predprinimatelã*, (les règles du jeu pour les entrepreneurs russes), introduction E. Yassin, Moscou, Éditions, Colibri, 2008.

« Oui alors vous me demandez si je voudrais me réveiller demain dans un monde sans corruption. Et je vais vous dire franchement, je ne sais pas. D'un côté, je serais curieux de voir ça, d'un autre côté, qu'est-ce que je ferais alors ? Le schéma des affaires serait complètement détruit ». Entretien avec le propriétaire d'une firme d'importation d'électroménagers, 44 ans.

Un troisième trait caractéristique est que la corruption propre aux relations de marché évolue vers une corruption de type clanique. Alors que sous sa forme marchande, ceux qui négocient, sont tous ceux capables de payer, sous sa forme clanique, en revanche, cette possibilité n'est offerte qu'à l'entre-soi (*svoi*)²⁴. Dans le dernier exemple, les canaux de corruption ne sont ouverts qu'à ceux qui détiennent les contacts, selon des critères d'origine, de naissance et d'appartenance à des réseaux.

Les autres agents eux, font l'objet d'une lutte démonstrative contre la corruption. En Russie, le moyen le plus sûr de s'enrichir rapidement, mis à part le négoce du gaz et du pétrole, est l'obtention de commandes d'État. Les hommes d'affaires qui reçoivent les plus grosses commandes publiques s'avèrent être des proches des fonctionnaires haut placés, qu'ils soient partenaires de clubs de sport ou simples amis. Cette carte blanche pour s'enrichir rapidement et sûrement n'est accordée par le pouvoir qu'aux « siens » (*svoi*) et à la condition qu'ils soient associés informellement au profit effectué :

« Tout ça, ce ne sont que des mots creux, ceux qui disent qu'ils ne donnent pas de pots-de-vin. Ils en donneraient bien, mais on n'en accepte pas de leur part. Tout le monde a peur et ne les accepte maintenant que s'ils viennent des « siens » ; c'est comme cela qu'on évalue un avocat, s'il peut donner ou pas aux juges. Des honoraires élevés, c'est presque toujours le signe de ce qu'il a un canal de transmission de l'argent » (un avocat, 51 ans).

« Ça fait longtemps qu'on ne donne plus de pots-de-vin, on partage les revenus maintenant. Vous saisissez la différence ? Partager, on ne peut le faire qu'avec les siens, il ne suffit pas de bosser, mais il faut également avoir de la chance. Les pots-de-vin, on ne les donne que pour des menus services ». Entretien avec le propriétaire d'une holding agricole, 34 ans.

Un quatrième trait concerne l'évolution du rôle du fonctionnaire. Dans les années 1990, les lois étaient souvent mal adaptées à l'activité de tous les jours, elles étaient peu cohérentes et comportaient de nombreuses lacunes. Comme dans de nombreux pays en voie de développement ou en transition, il existait en Russie un phénomène d'empilement de régimes juridiques

24. SCOTT J.C., « The Analysis of Corruption in Developing Nations », in *Comparative Studies in Societies and History*, vol. 11, n° 3, 1969, p. 315-341.

différents : une partie des lois avait été héritée de la période soviétique et l'autre, empruntée à la législation des pays occidentaux était destinée à construire un cadre légal en devenir. Dans ce contexte de pluralisme normatif émaillé de nombreuses lacunes juridiques, la corruption servait au développement entrepreneurial. N'importe quel entrepreneur, même en règle, pouvait être accusé d'avoir bafoué une loi. C'était l'époque des « mauvaises lois » (*plohie zakony*) et le fonctionnaire, moyennant un dessous-de-table, faisait des affaires sur ce terrain mouvant, en aidant l'entrepreneur à « attraper le poisson en eau trouble ». La corruption permettait alors de faire un pont entre des lois inadaptées et les besoins réels des entrepreneurs.

Dans les années 2000, la situation a changé. Les lois sont devenues « bonnes » (*horošie zakony*), autrement dit cohérentes, comportant moins de vides juridiques et le monde des entreprises, à condition d'être en accord avec la justice, pouvait alors se passer de l'aide du fonctionnaire²⁵. Dans ce contexte, les fonctionnaires ont commencé à mettre en avant non pas « la lettre de la loi », mais son « esprit », se posant en exégètes de la loi et en défenseurs des intérêts nationaux. Les intérêts nationaux constituent l'axe central et forment la rhétorique dominante du capitalisme étatique-corporatiste. Le fonctionnaire a cédé son rôle de poisson-pilote dans le maquis des « mauvaises lois » au profit de celui de gourou officiant dans un contexte de « bonne législation ». Désormais, afin de bénéficier de commandes d'État ou simplement d'éviter à l'entreprise d'être absorbée par l'État, il ne suffit plus de se comporter comme un entrepreneur respectueux de la loi, il faut être en « bons termes » (*na horošem sčetu*) avec le pouvoir. Le monde entrepreneurial, conscient du caractère instable des moyens formels pour la protection des droits de propriété, tente de s'assurer du soutien du pouvoir en utilisant la corruption. L'affaire Yukos illustre le changement des rapports informels avec l'État, pourtant opéré dans un contexte de stabilité des règles formelles. Les accusations de l'État à l'égard de l'entreprise Yukos portaient sur les profits considérables réalisés par des entreprises affiliées au groupe, au moyen de schémas d'évasion fiscale. Toutefois, il n'y avait aucune preuve juridique d'affiliation dans ce montage, ce dont les juristes très qualifiés de Yukos s'étaient bien assurés. Pourtant le tribunal a fait prévaloir la nature économique de ce montage sur sa forme juridique, entraînant l'acquittement des uns et la condamnation des autres. L'interprétation des normes juridiques a donc gagné en élasticité sous la pression manifeste du pouvoir. La loyauté des entrepreneurs s'en est trouvée accrue, car les schémas fonctionnels étaient les mêmes pour tous, que ce soit pour l'entreprise étatique Gazprom ou pour la société privée Lukoil.

25. La distinction entre les « bonnes » lois et les « mauvaises » est très complexe à établir. Cette appréciation varie en fonction de la position des acteurs : entrepreneurs, simples consommateurs ou structures publiques. Toutefois, les attributs les plus courants des bonnes lois sont leur cohérence interne, leur articulation avec l'appareil normatif existant, mais également le coût de leur application pour les entrepreneurs.

Il n'est pas réaliste de présenter Yukos comme une société dénuée de pratiques de corruption. Yukos, tout comme les autres acteurs du marché, a vraisemblablement largement utilisé ces pratiques. Les raisons réelles du démantèlement de la société restent mystérieuses, mais la plupart des analystes invoquent des motifs politiques. L'affaire Yukos a montré que le respect des règles formelles ne suffit pas à garantir la tranquillité des hommes d'affaires, il leur faut en permanence alimenter les canaux informels des liens avec les fonctionnaires pour montrer leur loyauté au pouvoir. De fait la corruption n'est pas tant s'en faut, le seul moyen de protection de la propriété. L'arsenal des instruments disponibles pour obtenir le soutien du pouvoir est large, mais la corruption y tient une place toute particulière, car elle transforme l'intéressement matériel du fonctionnaire en relation potentiellement compromettante pour ce dernier et fait du tandem entre le fonctionnaire et l'homme d'affaires une configuration finalement plus solide. Il n'y a pas de panacée et personne ne peut garantir la parfaite sécurité des affaires, ce que le cas Yukos a bien montré. Toutefois, le caractère exceptionnel de ce cas est évident, tout comme le niveau très élevé de « l'ordre » donné au tribunal en faveur de l'inculpation. En règle générale, les hommes d'affaires n'ont pas les ambitions de M. Khodorkovski, et par conséquent ne courent pas de tels risques politiques. La conclusion qu'ils ont tirée de l'affaire Yukos est que la « lettre de la loi » n'offre désormais qu'une protection trop fragile face aux exigences du pouvoir, et qu'il faut intensifier l'arsenal des moyens informels de protection des droits de propriété, y compris la corruption.

La cinquième caractéristique de ce changement concerne le contenu subjectif de la corruption. Dans les années 1990, les plus corrompus étaient les représentants de l'exécutif, et plus particulièrement, les services délivrant des autorisations, des licences, ceux attribuant des subventions, distribuant des quotas, ceux veillant au respect des normes sanitaires, de sécurité incendie ou ceux contrôlant la discipline fiscale. Dans les années 2000, cette place a été prise par les forces de l'ordre (les policiers, les représentants du FSB (*Federalnaâ služba bezopasnosti*, service fédéral de la sécurité), ceux du GRU (*Glavnoe Razvedyvatel'noe Upravlenie*, Service central de renseignement) ou encore ceux du FSO (*Federal'naâ služba ohrany*, service fédéral de protection), tous organismes que l'on désigne habituellement sous le nom de « ministères de force » (*siloviki*). Il faut souligner, néanmoins, que les représentants des services de sécurité ne font rien d'illégal en soi, ils trouvent ce qui a été volé, assurent la sécurité, font rembourser les dettes, sécurisent les convois, luttent contre la criminalité, cependant, ils ne le font pas de façon identique pour tous les contribuables, mais de manière préférentielle pour des clients privés. Les services de sécurité font alors de l'ordre un bien privé et non plus public²⁶.

26. VOLKOV V., *Violent Entrepreneurs: The Use of Force in the Making of Russian Capitalism*, Ithaca, Cornell University Press, 2002 ; KOSALS L., « Police in Russia: Reform or Business Restructuring? », in *Russian Analytical Digest*, vol. 84, 2010, p. 2-5.

Le portrait type de l'agent corrompu a changé : les bureaucrates ont été remplacés par les porteurs d'épaulettes. L'épicentre de la corruption s'est déplacé vers les agents dotés de moyens légaux et d'appareils puissants de coercition. Le marché de la corruption, établi autour des forces de l'ordre, s'est dès lors appuyé sur une interprétation large des lois et sur un usage sélectif de la répression. Les tribunaux, formellement indépendants, se sont mis à soutenir les organes de sécurité par leur complaisance avec des arguments d'accusation peu consistants²⁷ :

« dans nos tribunaux, il y a une règle très simple, celui qui a raison c'est celui... qui porte des épaulettes. Et cela s'est instauré il n'y a pas longtemps ». Entretien avec un avocat, 51 ans.

Selon les données de l'Institut de l'ingénierie publique (2007), un entrepreneur sur deux (56 %) est persuadé que les organes de maintien de l'ordre sont corrompus²⁸. Aucun autre maillon du pouvoir ne paraît aussi corrompu aux yeux des entrepreneurs. L'un des effets essentiels de la centralisation de la corruption est le recentrage des flux autour des seuls « *siloviki* », faisant suite à une dispersion au sein de la liste large des organes du pouvoir exécutif : « Vous avez remarqué que quand il y avait du racket, il y avait des tas de blagues qui circulaient sur le sujet, alors qu'aujourd'hui, il n'y en a aucune sur nos '*siloviki*'. Je vais vous dire pourquoi, si des officiers s'attaquent à vos affaires, ça fait vraiment peur », entretien avec un fermier, 62 ans.

Un sixième trait concerne le changement de la relation entre deux types de corruption d'affaires : la capture « du monde entrepreneurial » (*business capture*) s'est substituée à la « capture d'État ». Dans les années 1990, la représentation de la « capture de l'État par le monde des affaires » était assez populaire. Les grandes corporations prescivaient à l'État les modalités du régime fiscal²⁹. Cependant, à partir de la décennie 2000, Poutine a opté pour « l'éloignement » des oligarques vis-à-vis du pouvoir³⁰. Progressivement, le pouvoir a gagné un large soutien électoral, le budget

27. GORBUIZ A., KRASNOV M., MIŠINA E., SATAROV G., *Transformaciâ rossijskoj sudeb'noj vlasti. Opyt kompleksnogo analiza*, (La transformation du pouvoir judiciaire russe. Expérience et analyse compréhensive), Saint-Petersbourg, Norma, 2010.

28. M. TARUSIN et alii., *Summa ideologii. Mirozrenie i ideologiâ sovremmenoj rossijskoj elity*, 2008, Nauka, Moscou.

29. PAPPÉ Ya., *Oliarhi : ekonomičeskââ hronika 1992-2000* (Oligarques : chronique économique 1992-2000, Moscou, Éditions HSE, 2000 ; FRYE T., « Capture or Exchange ? Business Lobbying in Russia », in *Europe-Asia Studies*, vol. 54, n° 7, 2002, p. 1017-36 ; HOFFMAN D., *The Oligarchs: Wealth and Power in the New Russia*, Oxford, Public Affairs, 2002 ; ASLUND A., *Building Capitalism: The Transformation of the Former Soviet Bloc*, Cambridge, Cambridge University Press 2002 ; HELLMAN J., JONES G., KAUFMANN D., « Seize the State, Seize the Day: State Capture, Corruption and Influence in Transition », in *Journal of Comparative Economics*, vol. 3, n° 1, 2003, p. 751-73.

30. GOLDMAN M., « Putin and the Oligarchs », in *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 6, 2004, p. 33-44.

est redevenu excédentaire et les ambitions régionales ont été étouffées par le centre. Dans ces conditions, le marchandage avec le pouvoir s'est transformé en soumission au pouvoir. À la place de la « capture de l'État », c'est désormais le monde entrepreneurial qui est « capturé par le pouvoir »³¹. Toutefois, il serait exagéré d'affirmer que les négociations entre le pouvoir et le monde des affaires ont totalement disparu, que les dirigeants des grandes entreprises n'ont aucune influence sur les autorités et se contentent d'exécuter les décisions issues de la sphère politique. De fait, le monde économique tente et non sans succès d'influer sur le processus législatif. Cette fonction clé est en particulier assumée par les associations d'entrepreneurs qui jouent le rôle de consultants dans l'élaboration des lois. Par ailleurs, le monde des affaires tente de défendre ses intérêts dans ses négociations avec le pouvoir. Toutefois, dans ce nouveau modèle, s'il est écouté, l'avis des entrepreneurs, n'est plus déterminant et n'a de chances d'aboutir que s'il est bien articulé à l'agenda politique. Par exemple, à la veille de l'adhésion de la Russie à l'OMC les éleveurs de bétail ont tenté de démontrer que l'importation illimitée de viande à bas prix leur serait fatale. Mais les autorités ont ignoré leurs revendications. En revanche, seul l'agenda politique a permis aux agrariens d'atteindre leur but : dès l'adoption par le Sénat américain de la « loi Magnitsky » en février 2013, les fonctionnaires russes ont interdit l'importation de viande américaine aux hormones. Le monde des affaires ne fait plus sa loi, mais survit en attendant une opportunité pour rappeler ses demandes. La « capture des affaires » par le pouvoir signifie que les schémas de corruption sont imposés depuis en haut, et ont un spectre limité excluant les questions perçues comme « politiquement importantes ». Le monde des affaires n'est plus en position dominante dans ses négociations avec le pouvoir : l'asymétrie en faveur des affaires a cédé la place à une asymétrie en faveur des autorités.

Toutefois, il faut noter que c'est moins le cadre formel de la coopération entre le monde des affaires et le pouvoir qui a changé, que les normes informelles qui le régissent. Par exemple, les normes formelles ont permis à l'entreprise Lukoil de défendre ses droits avec succès au sujet d'arriérés fiscaux dus à l'entreprise auprès du Tribunal d'arbitrage, mais ce sont les normes informelles qui ont finalement imposé le transfert de ces arriérés (non fondés juridiquement) à l'État sous forme de don. Si dans les années 1990, les grands secteurs économiques, en échange de leurs services exigeaient des

31. YAKOVLEV A., « State-Business Relations in Russia in the 2000s: From the Capture to a Variety of Exchange Models? » in *Working paper WP1/2010/04*, Moscow, Higher School of Economics, 2010, (Consulté le 8 mai 2013 : https://www.hse.ru/data/2010/06/03/1219803124/WP1_2010_04.pdf) ; GANS-MORSE J., « Threats to Property Rights in Russia: From Private Coercion to State Aggression », in *Post-Soviet Affairs*, vol. 28, n° 3, 2012, p. 263-295.

privilèges spécifiques de la part du pouvoir étatique, désormais ils espèrent de sa part une inaction sélective.

Le pouvoir a su imposer sa domination sur le monde entrepreneurial. Désormais, ce sont les politiques et les fonctionnaires qui s'occupent de la « capture du monde des affaires », obligeant les entrepreneurs à partager leurs recettes sous forme de paiements légaux, mais aussi illégaux, et cela sous peine d'action répressive³². Les paiements dits légaux nécessitent des commentaires : en Russie, il existe la notion de double imposition qui implique que la relation entre le pouvoir et le monde des affaires ne se limite pas aux impôts courants, et ceci même si, les hommes d'affaires n'ont pas d'autres obligations formelles que celle des impôts. En réalité, ils doivent « de leur plein gré » sponsoriser les différents projets du pouvoir (par exemple financer les projets de Russie Unie), devenir mécène ou prendre part aux projets commerciaux non lucratifs qui sont importants pour le pouvoir :

« Ma société s'est chargée de gonfler des centaines de ballons à l'occasion de la fête de la ville. Et là, j'ai eu de la chance, encore. Au début, on m'avait demandé de construire une fontaine ». Entretien avec le directeur d'une usine laitière, 48 ans.

La « capture du monde des affaires » s'est répandue sous forme de raids sur les entreprises et utilise le système légal et les procédures formelles de faillite³³. Alors que dans les années 1990, les pressions exercées sur le monde entrepreneurial se manifestaient sous forme d'extorsion de la part des organisations criminelles et de racket³⁴, dans la Russie contemporaine cette même pression est exercée par les représentants de l'État qui utilisent l'appareil coercitif afin de prendre le monde des affaires en otage³⁵.

Dans l'Armée rouge, il existait deux personnalités importantes : celle du commandant et celle du commissaire. Les commandants connaissaient les rouages de la guerre, tandis que les commissaires étaient en charge de l'idéologie au sein de l'armée. Une analogie historique peut être mise

32. YAKOVLEV A., *op. cit.*, 2010.

33. FIRESTONE T., « Criminal Corporate Raiding in Russia », in *International Lawyer*, vol. 42, n° 4, 2008, p. 1207-1230.

34. VOLKOV V., *op. cit.*, 2002.

35. FIRESTONE T., « Armed Injustice: Abuse of the Law and Complex Crime in Post-Soviet Russia », in *Journal of International Law and Policy*, vol. 38, n° 4, 2010, p. 555-580 ; GANS-MORSE J., *op. cit.*, 2012 ; YAKOVLEV A., « In Search for a New Social Base or Why the Russian Authorities Are Changing Their Relations with Business », in *Russian Analytical Digest*, vol. 121, n° 21, 2012, p. 10-15 ; BARSUKOVA S., « The Government and Bandits: Similarity and Difference in Theory and in Russian Practice », in *Law Enforcement Executive Forum*, vol. 12, n° 2, 2012, p. 129-136.

en évidence dans la Russie contemporaine : dans toute grande entreprise, il existe deux personnalités clefs ; l'entrepreneur, et le fonctionnaire qui s'occupe du patronage de cette activité. Le fonctionnaire est en quelque sorte un « commissaire économique ». Son avis est décisif étant donné qu'il parle au nom de l'État. Dans ces conditions, se développe un terrain très fertile pour la corruption. Ce qui est considéré comme étant de la corruption par les journalistes, les observateurs, et dans des cas exceptionnels par les juges n'est perçu par les fonctionnaires russes que comme un simple transfert de dividendes, issus de cette gestion contemporaine de la propriété³⁶.

Durant les années 1990, le fonctionnaire jouissait d'un pouvoir discrétionnaire en tant que représentant d'un État faible dont aucune institution ne fonctionnait. Cette situation permettait aux fonctionnaires corrompus d'aider les entrepreneurs à profiter de l'imperfection des normes pour capter des profits supplémentaires. Désormais, le fonctionnaire, en tant que représentant d'un État fort, dispose d'une machine coercitive redoutable et suffisamment fonctionnelle dans la captation du profit, et il peut l'orienter soit vers la coopération, soit vers la contrainte. « La coopération profitable » (*pribyl'noe sotrudničestvo*) est une forme de patronage du secteur privé par les fonctionnaires et les responsables des forces de l'ordre (*siloviki*) en vue de bénéficier d'honoraires qu'ils considèrent comme une part de leur revenu, alors que la population et les lois en font de la corruption³⁷. Le patronage du secteur privé par le pouvoir ne s'appuie pas sur de « mauvaises lois », mais sur la manière d'appliquer la législation, sur les principes d'une justice sélective et sur l'autonomie à l'égard de l'interprétation des normes formelles (voir tableau en page suivante).

36. BARSUKOVA S., *op. cit.*, 2012.

37. KORDONSKIJ S., *Soslovnaâ struktura postsovetskoj Rossii*, (Les ordres dans la société russe post-soviétique), Moscou, Institut du Fonds « Opinion publique », 2008.

Tableau 1 : Le changement de la nature de la corruption « d'affaire » dans la Russie post-soviétique

Nature de la corruption	Années 1990	Années 2000
Degré de centralisation	Corruption décentralisée	Corruption centralisée
Quantité de pots-de-vin (dessous-de-table)	Une multitude de petits pots-de-vin	Moins de pots-de-vin, mais leur ampleur est plus importante
Degré d'institutionnalisation	Corruption non institutionnalisée, règles fragmentées	Institutionnalisation de la corruption : un système de règles concernant la corruption se développe
Le rôle des fonctionnaires	« poisson pilote » dans le champ des « mauvaises lois »	« gourou » (interprète) dans le champ des « bonnes lois »
L'accès aux voies de la corruption	Corruption « marchande », Accessible à tous ceux qui peuvent payer	Corruption « clanique », accessible seulement à l'entre soi
Les motifs des dessous-de-table	Dans des conditions de « mauvaises » lois, l'entrepreneur peut être condamnable pour avoir bafoué la loi « à la lettre »	Dans des conditions de « bonnes lois », leur interprétation reste libre, l'entrepreneur peut alors être condamné pour la violation de « l'esprit de la loi »
Le fondement de la corruption	La qualité des lois	La qualité de l'application de la législation
L'élément du pouvoir le plus corrompu	L'exécutif	Les structures de maintien de l'ordre
Le cadre structurel de la corruption	Capture de l'État par le monde des affaires (<i>State Capture</i>)	Capture de l'entrepreneuriat par l'État (<i>Business Capture</i>).

Conclusion

La corruption n'est pas un phénomène inédit en Russie. Dans l'ex-Union soviétique, le fondement de la corruption était la pénurie de produits et services de première nécessité, ainsi que la prohibition de la libre entreprise. La transition vers l'économie de marché supposait une diminution de la corruption, puisque la pénurie avait été totalement éradiquée et les limitations à l'égard de l'entrepreneuriat abolies. Néanmoins, contrairement à ce qui était prévu, la corruption a augmenté de façon colossale, et ce à cause de l'inadaptation des lois à la situation économique. On peut invoquer de nombreux facteurs à l'origine de cette évolution : parmi tant

d'autres la rapidité des transformations ou les tentatives d'implanter les institutions de l'économie de marché par mimétisme avec les pays occidentaux. Mais la raison principale est que l'État, faible et inefficace, était aux mains des oligarques. Le capitalisme oligarchique, qui a atteint son plus haut degré durant la présidence de B. Eltsine, n'était pas orienté vers la formation d'un cadre juridique adéquat. Les oligarques étaient « au-dessus » des lois, c'est pourquoi ils étaient si peu préoccupés par la qualité de la législation, et mus par des stratégies individuelles, ils étaient peu enclins à favoriser l'adoption d'un code de normes unique. En conséquence, les oligarques vivaient « au-dessus » des lois et le reste de l'entrepreneuriat était confronté à l'extorsion inévitable de fonctionnaires, qui profitant de l'imperfection du cadre juridique, faisaient de chaque entrepreneur un contrevenant réel ou potentiel, à l'égard de règles contradictoires et notoirement inapplicables.

La situation a commencé à changer avec l'arrivée de V. Poutine qui a opté pour « l'éloignement des oligarques » vis-à-vis du pouvoir. Cette politique était pleinement approuvée par la population. Le soutien populaire et le gonflement du budget grâce aux prix croissants du pétrole ont permis de réaliser une volonté politique : le capitalisme étatique-corporatiste a remplacé le capitalisme oligarchique. Dans ces conditions, la corruption a brusquement augmenté, tout particulièrement dans les milieux d'affaires, alors que la corruption de tous les jours entre citoyens ordinaires et structures étatiques n'a pas varié. Toutefois les changements les plus significatifs relevés ici concernent davantage le caractère qualitatif, que quantitatif de la corruption.

La corruption est devenue centralisée et institutionnalisée avec une domination prononcée des forces de l'ordre, comme prétendants majeurs au patronage du secteur économique. Si dans les années 1990, les fondements de la corruption étaient le cadre juridique défaillant et, par conséquent, l'incapacité à le faire appliquer, les années 2000 ont été marquées par une nette amélioration de la législation. Toutefois les procédures d'application des lois, leur interprétation et la justice sélective sont devenues de nouveaux motifs de dessous-de-table. Sans les faveurs du pouvoir, l'entrepreneuriat est sous la menace constante d'accusation de violation, non pas de « la lettre de la loi », mais de son « esprit ». Afin de s'épargner les ennuis, le secteur économique est prêt à payer le prix du patronage informel du pouvoir sous forme d'un tandem corrompu. Cela réduit l'efficacité économique, mais rassure l'entrepreneuriat. Tels sont les mécanismes et la nature de la corruption dans la Russie contemporaine.